

Indonésie

14 000 hommes sur une île

Dès le 1er octobre 1965, lorsque les militaires anticommunistes prirent position à Djakarta, la grande chasse aux sorcières a commencé. En quelques mois, elle fit 800 000 morts et 120 000 prisonniers politiques. Douze ans après, Joseph Robert de Benoist de retour d'Indonésie, nous dit ce que sont devenus les prisonniers du général Suharto.

La répression fut terrible et frappa les membres du Parti communiste indonésien (P.K.I.) associé au gouvernement depuis l'indépendance en 1945 mais aussi les Chinois, suspects de sympathies avec le régime de Pékin. Pendant plus d'un an, c'est une gigan-

tesque chasse à l'homme qui fera environ 800 000 morts. Curieusement le P.K.I., le parti communiste le plus important du monde non communiste, avec ses trois millions de membres, n'est dissous que le 15 février 1966.

A cette date, il y a « officiellement » 48 500 prisonniers politiques qui seront désormais répartis en trois catégories :
1 — le « noyau dur » des communistes qui seront en principe jugés : 4 500
2 — les communistes moins dangereux : 15 000
3 — Les suspects de sympathies communistes : 29 000

En réalité cette dernière catégorie comprenait alors au moins 80 000 détenus et l'on estimait à 120 000 le total des prisonniers politiques rassemblés dans 350 camps.

Le gouvernement se trouve alors devant un dilemme. La première solution serait évidemment de juger tout ce monde. Tâche immense rendue proprement impossible par l'insuffisance numérique et l'incompétence du personnel judiciaire. En 1969, il y avait 1 689 juges dans les tribunaux de première instance, dont 792 seulement étaient titulaires d'un diplôme de droit. Les 96 juges des Hautes Cours n'étaient même pas tous diplômés. Les magistrats ont commencé à instruire les cas des inculpés de la première catégorie, sans beaucoup de respect des droits des accusés et sans exclure la torture. Les premières sentences ont été très sévères : ce fut souvent la peine de mort. En six ans, il y eut 300 à 350 jugements rendus. A ce train, il faudra 100 ans pour juger toute cette catégorie.

Faut-il donc relâcher au moins tous les autres détenus sans les juger ? Pour refuser cette solution, le gouvernement invoque le sort qui menacerait alors les libérés. Ceux-ci risquent d'être persécutés, voire tués par la population, encore traumatisée par la « grande peur » de 1965. Ceux qui avaient des terres en ont été dépossédés et ne pourront pas les récupérer. Aucun ne pourra retrouver du travail à moins de s'expatrier.

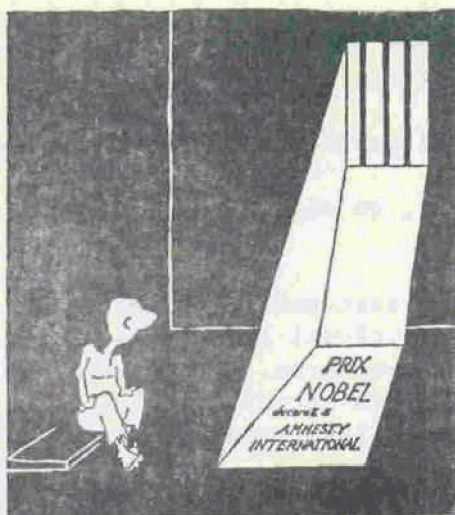
Les détenus doivent subvenir à leurs besoins

En 1969, les détenus de la seconde catégorie, en fait surtout des artistes et des intellectuels furent déportés pour la plupart dans l'île de Buru, la plus occidentale des Moluques du Sud. Ce transfert fut présenté par le président Suharto (« *Le Monde* » du 17 novembre 1972) comme un volet du plan de « *transmigration* » qui vise à inciter les Indonésiens à quitter Java surpeuplée pour s'établir dans les régions sous-peuplées.

Nourris pendant les premiers mois, les détenus durent ensuite subvenir à leurs propres besoins. Le régime de détention fut adouci « *dans la mesure où la mentalité des prisonniers changeait* ». Les familles furent autorisées à s'établir dans l'île. En fait 75 % des femmes préférèrent divorcer plutôt que de se condamner elles-mêmes à l'isolement de Buru.

L'accès de l'île est évidemment interdit. Mais certaines personnes s'y rendent pour des raisons de service et, par elles, on peut connaître la situation actuelle des prisonniers.

En juillet 1977, le nombre des détenus est de 14 000. Il faut y ajouter 186 familles



(Dessin de CHENEZ.)

Les prisonniers sont en majorité originaires de Java, avec 56 % de musulmans, 28 % de protestants, et 16 % de catholiques. Les 600 gardiens sont des soldats moluquois, qui ont traditionnellement constitué le gros de l'armée coloniale néerlandaise, d'où la méfiance réciproque et l'antagonisme qui existent entre les deux ethnies. Sans qu'il y ait emploi de la torture, les coups et les vexations sont courants et rendent la vie très pénible pour les détenus.

Ceux-ci travaillent dans les champs de riz ou les coupes de bois, ou encore exercent de petits métiers artisanaux.

Le sort des prisonniers de la première catégorie est évidemment plus dur encore. Les prisons sont surpeuplées, la nourriture et les soins médicaux sont insuffisants. Le taux de mortalité est élevé. Les détenus ne reçoivent pas de lettres,

ne disposent pas de livres et ont très peu de visites.

De loin en loin, les autorités annoncent la libération de certains détenus. Mais de nouvelles « *recrues* » viennent combler les vides. En effet, l'armée, au niveau local et de sa propre autorité, procède souvent à des arrestations, pour les motifs les plus divers. Tant qu'elle n'a pas été envoyée en prison, la personne arrêtée peut garder l'espoir d'être relâchée. Mais dès que les portes d'un camp se sont refermées sur elle, elle est classée dans une des catégories fatidiques, même si son arrestation n'a rien à voir avec le coup d'Etat de 1965 : 1, elle attendra sans espoir son procès ; 2 ou 3, elle se saura condamnée sans jugement à une probable détention perpétuelle.

Les émeutes anti-japonaises de janvier 1974 à Djakarta ont été suivies de l'arrestation de leaders étudiants et d'intellectuels. Des personnalités connues se sont vu retirer leur passeport.

Un problème évoqué ouvertement

A la question essentielle : combien y a-t-il encore de prisonniers politiques en Indonésie en 1977, il y a d'abord les réponses officielles qui sont elles-mêmes contradictoires. A plusieurs reprises, des membres du gouvernement ont affirmé qu'il n'y avait plus de prisonniers de la catégorie 3. Puis, un peu plus tard, on annonçait la libération de détenus appartenant à cette catégorie...

Ces informations et affirmations contradictoires ne permettent pas de chiffrer exactement le nombre des prisonniers politiques encore dans les camps. Les recoupements effectués sur place autorisent seulement à affirmer que le chiffre 100 000 doit être assez proche de la réalité.

Reconnaître que des milliers de prisonniers politiques sont détenus sans qu'il y ait contre eux des charges suffisantes pour leur faire un procès, mais ne pas se résoudre à affronter les graves difficultés que provoquerait leur libération, telle est l'impasse dans laquelle se trouve le gouvernement indonésien. La gêne des dirigeants apparaît dans leurs imprécisions et leurs contradictions lorsqu'ils abordent directement le sujet.

Car contrairement à ce qui se passe dans beaucoup d'autres pays, ce problème brûlant est évoqué ouvertement, même si les autorités minimisent la gravité de la situation. Et l'Eglise catholique gère un très officiel « *Cardinal Social Program* » destiné à aider les détenus politiques et leurs familles.

Joseph-Roger de BENOIST ■
in: *Croissance des Jeunes Nations* N°189

**AIDEZ
A AIDER**

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



CCP 33-33